



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/9655
19 février 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATEE DU 19 FEVRIER 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE REPRESENTANT
PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer comme document officiel
du Conseil de sécurité la déclaration jointe de l'agence Tass, en date du
18 février 1970.

Le représentant permanent de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Y. MALIK

DECLARATION DE L'AGENCE TASS

Ces derniers temps les milieux impérialistes internationaux, soutenus par la réaction intérieure à Chypre, cherchent à nouveau à envenimer la situation dans l'île et fomentent un vaste complot dirigé contre l'Etat indépendant de Chypre. Les faits font apparaître un renforcement des activités de l'organisation terroriste "Front national" et d'autres éléments réactionnaires, ayant partie liée avec le régime militaire grec et attentifs aux ordres du bloc agressif de l'OTAN. Ces milieux intensifient la propagande en faveur de "l'Enosis" (rattachement de Chypre à la Grèce) grâce à laquelle ils entendent créer des conditions qui permettront de faire de l'île une base militaire de l'OTAN, de mettre fin à l'indépendance de la république, de venir à bout des forces démocratiques et patriotiques à Chypre et d'établir dans ce pays, à l'exemple de la Grèce, un régime de dictature militaire terroriste.

D'après de nombreuses nouvelles communiquées par la presse chypriote et la presse occidentale, on constitue à Chypre des dépôts illégaux d'armes et de munitions; les actes terroristes contre les dirigeants politiques et publics du pays, défenseurs de son indépendance, ainsi que les attaques contre les représentants des autorités deviennent de plus en plus fréquents et la campagne d'intimidation de la population s'amplifie. Les conspirateurs s'emploient à mener une propagande anticomuniste et antisoviétique haineuse, déformant grossièrement la politique extérieure pacifique de l'Union soviétique et d'autres amis du peuple chypriote dans sa lutte contre le maintien de son indépendance. On se prépare à procéder à l'élimination physique de dirigeants éminents du pays, de chefs de partis et d'organisations démocratiques et on constitue des détachements diversionnistes aux fins de désorganiser toute la vie économique de Chypre.

L'indépendance et la sécurité du pays sont gravement menacées par les bases et les troupes militaires étrangères stationnées dans l'île, qui constituent une source de tension permanente à Chypre. Aucun doute ne saurait subsister non plus en ce qui concerne le rôle dangereux dévolu à la clique réactionnaire des officiers grecs qui continuent à occuper des postes importants dans les forces armées de la République de Chypre.

Ce n'est nullement un hasard si les agissements criminels dirigés contre l'Etat prennent à Chypre une ampleur nouvelle. Ceci s'inscrit dans le cadre d'un plan général de "règlement" de la question de Chypre par des moyens militaires que mûrissent depuis longtemps certains milieux de l'OTAN, aux dépens des intérêts vitaux du peuple chypriote, aussi bien des Chypriotes grecs que des Chypriotes turcs, au détriment de la paix et de la sécurité dans la Méditerranée orientale. L'importance de Chypre dans les plans de l'OTAN devient particulièrement grande eu égard au renforcement de l'activité du bloc de l'Atlantique nord dans la région de la Méditerranée et du Proche-Orient, activité qui accroît la tension dans cette région et qui est dirigée contre les intérêts des Etats épris de paix.

Le réseau d'agents de l'OTAN, qui cherche à désorganiser la vie normale à Chypre, à faire échouer les négociations qui se déroulent entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs en vue d'un règlement pacifique et à attiser la haine entre les communautés dans l'île, entend briser l'unité des forces anti-impérialistes du peuple chypriote et créer un prétexte pour une intervention de l'OTAN dans les affaires de l'Etat chypriote que l'on priverait de son indépendance.

Cependant, les menées des forces impérialistes se heurtent à une résistance de plus en plus énergique du peuple et du Gouvernement de la République de Chypre, qui ont la ferme volonté de défendre la liberté et l'indépendance de leur Etat. La cause juste des Chypriotes est soutenue dans le monde. Ceux qui élaborent des plans visant à éliminer l'Etat souverain de Chypre et à renverser son gouvernement légitime prendront sur eux une lourde responsabilité touchant les conséquences que pourront avoir de tels actes qui vont à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre, que chacun connaît, et qui risquent de compliquer sérieusement la situation dans cette région.

L'agence Tass est habilitée à déclarer qu'en Union soviétique on suit attentivement le cours que prennent actuellement les événements à Chypre et autour de Chypre. La position de principe à laquelle l'URSS s'est toujours tenue sur la question de Chypre est bien connue. L'Union soviétique préconise résolument le soutien de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de la

République de Chypre, l'élimination des bases militaires étrangères à Chypre, le règlement pacifique de la question de Chypre sans ingérence aucune de l'étranger, sous quelque forme que ce soit. Dans les milieux dirigeants soviétiques on ne cesse de souligner la nécessité de mettre fin aux agissements subversifs dirigés contre l'Etat chypriote, de faire preuve de retenue et de sagesse et de respecter la souveraineté et l'indépendance de la République de Chypre - Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

Le 18 février 1970